

Logement / Un vice de procédure gèle le projet

Les Dames Blanches six mois sous terre

RETOUR à la case presque départ pour le projet régional. Le choix du bureau d'urbanisme a été invalidé.

Françoise Dupuis se serait bien passée de ce « contre-temps ». Alors que la ministre régionale du Logement voit son objectif de 5.000 nouvelles unités s'éloigner chaque jour davantage, l'un des principaux ouvrages de son dessein politique connaît un coup de frein qui ne doit, cette fois, rien à l'opposition des riverains.

Lundi, la ministre socialiste annonçait l'annulation de la réunion d'information, prévue le 10 mars, sur le projet de construc-

tion de plusieurs centaines de logements moyen et social (NDLR : elle en espérait 1.000), sur le terrain des Dames Blanches, à Woluwe-Saint-Pierre. La raison ? Le Conseil d'administration de la Société de logement de la Région bruxelloise (SLRB), propriétaire des quelque 10 hectares, n'avait pas encore arrêté sa décision sur le choix du bureau d'urbanisme. La réalité semble plus complexe. Un vice de procédure, soulevé par un administrateur de la SLRB, Damien De Key-

ser, par ailleurs échevin (CDH) du logement à Woluwe-Saint-Pierre, serait à l'origine de cette décision. « Un des six membres du comité d'experts désignés pour sélectionner les bureaux d'études a été remplacé en cours de procédure », confirme Damien De Keyser. Un éventuel recours contre une décision avait toutes les chances d'aboutir. »

Six personnes constituent ledit comité. Deux ont été désignées par le cabinet Dupuis ; deux autres font partie du personnel de la SLRB ; les deux dernières, un néerlandophone et un francophone, sont des experts « indépendants ». C'est l'expert néerlandophone qui a changé. Jusqu'où risque-t-on de voir remonter dans la procédure ? Selon Damien De Keyser, probablement pas jusqu'à l'appel d'offres (européen)

lancé en juin dernier mais bien jusqu'en octobre, quand le comité a fait une présélection de trois bureaux d'études : les Anversois de HUB, les Bruxellois d'Atelier 50 et une association entre les Milanais de Secchi-Vigano et City-Tools. La procédure pourrait reprendre à ce stade mais accoucher d'un autre résultat. C'est du moins le souhait de plusieurs intervenants du dossier qui regrettent que le bureau italien, associé à celui du socialiste Henri Simons, ait recueilli les suffrages. Damien De Keyser, lui, s'étonne qu'une épure ne respectant pas les gabarits et la densité du quartier, et comportant des erreurs dans son volet économique, ait pu être retenue. Il dit vouloir continuer à s'opposer à « un projet postmoderniste avec des tours de 14 étages ». ■ **FABRICE VOOGT**

Evere / Dans le cadre de la semaine « Femmes et Préjugés »

Les inégalités font leur marché

Venez écouter l'histoire de Patricia. Rejetée de son boulot parce qu'elle est trop grosse. Ou trop vieille, ou trop bronlée... Le récit varie, le fond reste. Patricia, Patrick ou Amédée, représentés par de petites figurines articulées, sont victimes de discrimination. En raison de leur physique, de leur couleur de peau ou de leur âge.

Mais que peut faire le passant pressé du marché hebdomadaire d'Evere ? D'abord, écouter leur histoire. Malgré le froid. Bonnet rouge vissé sur le crâne, sourcils en bataille et voix de stentor, Daniel Adam harangue les foules. Et tente de vendre ses figurines, pour la modique somme d'un euro. Pas facile de harponner les clients, plus intéressés par les étals de fruits et légumes, les collections de broches, les hot-dogs huileux ou les bolus juteux. Le comédien de la Compagnie Maritime n'en est pour-



MALGRÉ LE FROID. Bonnet rouge vissé sur le crâne, sourcils en bataille et voix de stentor, Daniel Adam harangue les foules pour dénoncer les inégalités. © M.V.V. (ST.)

tant pas à son coup d'essai.

L'idée de monter un spectacle sur un marché ? Elle germe lorsque la troupe se rend compte que le Front National y tient parfois un stand.

En découle l'animation « Dé-

solé, c'est déjà pris ». Organisée cette fois dans le cadre de la semaine « Femmes et Préjugés », mise sur pied par le centre culturel d'Evere, en partenariat avec l'échevinat de l'égalité des chances.

« Ce projet est différent des autres, parce qu'il s'invite chez les gens, commente Fatiha Saïdi (PS). Dans l'espoir de déclencher un déclic, de les interpeller. Sans agressivité. » ■

GILLES QUOISTIAUX

Recherche / Les TIC et la santé obtiennent 15 millions d'euros

Favoriser les pôles d'excellence bruxellois

En 2004, Benoît Cerexhe, ministre de l'Economie, de l'Emploi et de la Recherche (CDH), avait promis de doubler le budget de la recherche en Région bruxelloise. Voilà qui est chose faite. En 2008, 50 millions ont été affectés à ce domaine. Aujourd'hui, ce sont 15 millions d'euros qui sont répartis entre deux secteurs prioritaires : les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les sciences du vivant.

En tout, neuf projets ont été sélectionnés par un double jury d'experts. Pour être retenus, ils devaient s'inscrire dans les thèmes repris par la Région et être portés par plusieurs unités de recherche. « Le but de ce program-

me est de faire collaborer plusieurs universités », explique Benoît Cerexhe. En tout, cinq institutions sont représentées : l'ULB, la VUB, l'UCL, l'Ecole royale militaire et le SIRRIS. »

En ce qui concerne le secteur des TIC, quatre propositions ont été choisies. Elles concernent la cartographie, la cryptographie cantique, la génétique et la création de logiciels génériques. Cela représente un budget d'environ 7 millions d'euros. 30 emplois de chercheurs et 18 partenaires seront ainsi financés.

Côté sciences du vivant, les études portent sur les protéines, la détection et les traitements du cancer du sein, la médecine régénératrice du foie, les tumeurs et

le combat des cellules inflammatoires. Pour ce secteur, le budget s'élève à 7 millions d'euros ce qui fera vivre 28 chercheurs.

« Nous souhaitons vraiment faire de Bruxelles un pôle d'excellence en matière de recherche, précise le ministre. En investissant dans notre matière grise, nous attirerons des entreprises. Nous espérons une valorisation à moyen terme. Elle peut prendre diverses formes comme la création d'entreprises spin-off, des collaborations avec des firmes déjà implantées sur le territoire bruxellois et la valorisation du savoir-faire acquis. »

Dès avril, la même procédure sera mise en place pour le domaine de l'environnement. ■ **V.L.H.**

BREF

HÔPITAUX Privés de l'étiquette universitaire

Trois hôpitaux bruxellois ne bénéficient plus, depuis le début de l'année, de l'appellation universitaire : le Centre Hospitalier Saint-Pierre, l'hôpital Brugmann et l'hôpital des Enfants Reine Fabiola. Le Conseil d'Etat a supprimé le 10 juin l'arrêté royal qui conférerait le titre universitaire aux trois hôpitaux. « Afin de pouvoir bénéficier de l'appellation universitaire, les hôpitaux doivent introduire une demande appuyée par la direction et par la faculté de médecine d'une université », explique Luc Hellin du Conseil d'Etat. Nous avons constaté que les dossiers de ces trois hôpitaux ne sont pas en ordre et c'est pourquoi leur titre a été supprimé le 10 juin. L'arrêté royal conférant leur titre aux hôpitaux a été signé et renouvelé pour la dernière fois en mars 2007 par Rudy Demotte, l'ancien ministre de la Santé. (b)

www.brico.be

Brico a sélectionné pour vous
le scoop
de la semaine

Jusqu'au 8 mars 2008



PRIX SCOOP
le ravier
€ 2,19!

Pensées des bois

Réf. 1196013

En ravier de 10 pièces



2+1 GRATUIT!

PRIX SCOOP
€ 2,30/sac
à l'achat de 3 sacs (€ 0,046/l)

Terreau Universel - Stop

Réf. 1009518

50 litres

Prix normal : € 3,45/sac

la plante de la semaine

Condiments italiens

Réf. 5045599

En pot décoratif Ø 25 cm.

Variétés disponibles : lavande, romarin et thym



NOUVEAU PRIX
le pot
€ 9,99!
ancien prix : € 17,99

BRICO

vous aide à tout réussir